

## *Des luttes en France*

### **PSA : la direction recule mais on est loin du compte.**

L'accord de compétitivité que PSA veut imposer se heurte à une vive résistance dans l'entreprise. Durant la pseudo-négociation, des centaines de travailleurs de PSA-Mulhouse ont débrayé pendant 2 heures le 11 septembre à l'appel de la CGT, de la CFDT et la CFTC. La veille, à l'appel de la CGT des grèves avaient eu lieu dans tous les établissements du groupe.

### **Face à une action de cette ampleur la direction a dû reculer.**

Elle a dû rétablir une prime de rentrée de 187 euros, elle a dû renoncer à diminuer de 18 à 15% la majoration des heures de nuit. Ce premier succès montre que face à l'action unie des salariés le patronat doit reculer.

Reste que tout est loin d'être réglé. La direction veut maintenir le gel des salaires, supprimer la majoration de 45% pour le travail du samedi. Elle persiste à pratiquer la mobilité forcée des salariés et menace la prime d'ancienneté.

*Le seul moyen d'obliger la*

*direction à reculer encore, c'est la lutte encore plus forte de tous les salariés dans l'unité.*

Le syndicat CGT de toutes les usines PSA a décidé d'organiser la riposte au niveau du groupe. Le 10 septembre, les salariés ont manifesté contre la réforme des retraites.

**Avant la fin du mois, la CGT appelle à des débrayages dans tous les sites du groupe. Cette riposte est indispensable.**

### **A l'Hôtel Dieu à Paris 4<sup>ème</sup>**

L'action se développe contre la fermeture des urgences de l'hôpital. Les soignants occupent les lieux depuis septembre 2012.

C'est en 2011 que le combat a commencé, lorsque l'Assistance Publique des hôpitaux de Paris a décidé la fermeture de plusieurs services dont les urgences pour les transférer à l'hôpital Cochin.

120.000 patients sont accueillis chaque année aux urgences. Les autres hôpitaux comme Cochin sont déjà saturés.

### **Contis**

**Les Prud'hommes de Compiègne ont annulé le licenciement de 683 ex-salariés de Continental à Clairoux. Le tribunal a reconnu qu'il n'y avait pas de motif écono-**

**mique aux licenciements et que « la crise » ne pouvait être un motif de licenciements.**

Les 683 « Contis » vont toucher des indemnités allant de 20 000 à plus de 100 000 €uros, Continental devra également rembourser à Pôle Emploi 6 mois d'allocation chômage pour chaque salarié.

### **Good Year**

L'exemple « Continental » démontre la justesse de la lutte menée par les « Good Year » depuis 7 ans.

La justice condamne régulièrement les employeurs de sites qui licencient sans justification économique.

**Hollande et Montebourg avaient promis aux salariés, sur le parking Good Year, d'interdire tout licenciement dans les entreprises et les groupes qui font des bénéfices. Cette loi a été sacrifiée sur l'autel du profit par nos gouvernants sociaux-démocrates.**

**En 2013 le groupe va battre le record des résultats de bénéfices nets: 181 millions de dollars au 2<sup>ème</sup> trimestre contre 85 un an plus tôt.**

### **Communistes soutient sans réserve toutes ces luttes**

## *Des luttes dans le monde*

### **En Afrique du Sud :**

31.000 salariés des usines automobiles participent à des journées de grèves à l'appel du syndicat national des métallurgistes. Ils demandent une augmentation de salaire de 15% et la réduction de la durée du travail à 8 h. par jour du lundi au vendredi.

Dans les mines, plusieurs grèves ont eu lieu ces derniers mois. Des grèves dures qui ont déjà

coûté la vie à plus de 60 travailleurs. Ils réclament des hausses de salaires de 150%.

### **En Corée du Sud :**

Sur les chaînes d'assemblage de Hyundai, le plus grand constructeur automobile Sud Coréen, des dizaines de milliers de salariés ont cessé le travail. La direction voudrait que ses salariés travaillent le week-end mais sans les payer plus, ce que

refusent ceux-ci.

Par ailleurs ils exigent avec leur syndicat, une augmentation de 130.498 won (87 euros) sur le salaire de base mensuel.

### **En Lybie :**

le conflit social s'est rallumé. Des arrêts de travail ont lieu dans les principaux terminaux d'exportation du pétrole pour obtenir les revendications sociales des salariés.